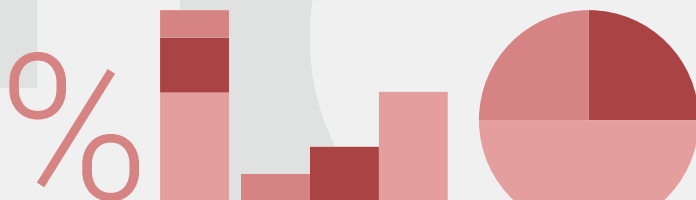


Actualités OFS



15 Éducation et science

Neuchâtel, août 2022

Sentiment d'insécurité professionnelle des personnes diplômées des hautes écoles – situation cinq ans après l'obtention du diplôme en 2016

La présente publication traite du sentiment d'insécurité professionnelle des diplômés des hautes écoles cinq ans après la fin de leurs études.

Globalement, la très grande majorité des diplômés n'ont pas ou peu de craintes d'être sans emploi dans les douze mois à venir, alors que 8% ont une forte crainte sur ce point. Le groupe de domaines d'études, la succession d'épisodes de chômage depuis l'obtention du diplôme, l'inadéquation de l'emploi au niveau de formation ou encore le type de contrat figurent parmi les facteurs corrélés au risque d'avoir une crainte élevée d'être sans emploi.

Les motifs les plus souvent évoqués pour expliquer la crainte d'être sans emploi sont liés aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et à la situation économique défavorable. De plus, pour 87% des personnes engagées sur la base d'un contrat à durée déterminée, la crainte d'être sans emploi est notamment due au caractère limité de leur rapport de travail actuel.

Les personnes ayant des craintes de déclassement professionnel sont celles qui estiment qu'il leur serait difficile, en cas de perte d'emploi, de retrouver un poste à des conditions équivalentes ou meilleures à celui qu'elles occupent au moment de l'enquête. En termes de déclassement professionnel, 25% des diplômés ont des craintes en ce qui concerne leur revenu, 23% à propos de l'adéquation de leur emploi au contenu de la formation qu'ils ont suivie et 19% en ce qui concerne l'adéquation de leur emploi à leur niveau de formation. Les facteurs liés à la crainte du déclassement en termes de revenu sont notamment l'âge, le groupe de domaines d'études dans lequel les diplômés ont obtenu leur diplôme et le sous-emploi.

1 Introduction

Cette publication, qui porte sur le sentiment d'insécurité professionnelle des diplômés des hautes écoles cinq ans après l'obtention du diplôme aborde deux aspects de l'insécurité: la crainte d'être sans emploi dans les douze mois qui suivent l'enquête et le risque de déclassement professionnel¹. Dans un premier temps, elle met en évidence l'ampleur de la crainte d'être sans emploi et les raisons qui en sont à l'origine. Les personnes diplômées qui ont mentionné la crise sanitaire comme source de la peur d'être sans emploi font en outre l'objet d'une analyse approfondie. Dans un deuxième temps, la publication propose une analyse de la crainte du déclassement professionnel des diplômés. Il s'agit de garder à l'esprit, à la lecture des résultats ci-dessous, que les analyses se basent sur les données de la seconde enquête auprès des personnes diplômées des hautes écoles en 2016, qui s'est déroulée en début d'année 2021, au cœur de la pandémie de COVID-19.

¹ Pour une définition du déclassement professionnel, voir chapitre 3

Population étudiée:

Les analyses présentées ici se fondent sur les données de l'enquête auprès des personnes diplômées des hautes écoles (EHA) de la cohorte des diplômés 2016. L'univers statistique de l'EHA comprend toutes les personnes qui, selon le Système d'information universitaire suisse (SIUS), ont obtenu un bachelor, un master ou un doctorat auprès d'une haute école suisse au cours d'une année paire, indépendamment de leur lieu de résidence au moment de l'enquête. Les analyses portent sur les données de la deuxième enquête EHA, qui est réalisée cinq ans après l'obtention du titre, et à laquelle ont participé 14 486 personnes, sur les 27 000 contactées par écrit. Elles prennent en compte l'ensemble des diplômés en emploi. Le chapitre consacré aux raisons de craindre de se retrouver sans activité lucrative se limite cependant aux diplômés ayant déclaré ressentir une forte crainte à cet égard.

2 La crainte d'être sans emploi

Ce chapitre analyse dans un premier temps l'importance du sentiment d'insécurité en termes d'emploi parmi les diplômés des hautes écoles cinq ans après l'obtention de leur diplôme. L'analyse d'un modèle de régression logistique prenant en compte des caractéristiques sociodémographiques, des variables liées aux études ainsi qu'au parcours et à la situation professionnelle au moment de l'enquête montre en outre quels sont les groupes dans lesquels le risque d'avoir des craintes élevées d'être sans emploi est le plus important. Dans un second temps, il présente les raisons le plus souvent évoquées par les diplômés pour expliquer leur crainte d'être sans emploi dans les douze mois à venir.

Afin de mesurer la crainte d'être sans emploi, la question suivante a été posée aux diplômés des hautes écoles: Si vous pensez à votre situation professionnelle actuelle, dans quelle mesure craignez-vous d'être sans emploi dans les douze prochains mois?

Les répondants pouvaient donner leur réponse sur une échelle de Likert allant de 1 (pas du tout) à 5 (dans une très large mesure). Dans cette publication, les personnes qui ont attribué une valeur de 4 ou 5 constituent le groupe des personnes ayant une forte crainte d'être sans emploi dans l'année à venir.

Moins d'un dixième des diplômés déclarent éprouver une forte crainte d'être sans emploi

Cinq ans après l'obtention du diplôme, la très grande majorité des diplômés des hautes écoles n'ont pas ou peu de craintes d'être sans emploi. Alors que deux tiers n'ont aucune crainte (1), elle n'est que légère pour 20% d'entre eux (2). À l'inverse, 8% des diplômés professionnellement actifs ont exprimé de fortes craintes d'être sans emploi (4 et 5)².

Crainte d'être sans emploi dans les 12 mois à venir

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016, en %

G2.1



Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

2.1 La crainte d'être sans emploi selon les caractéristiques des diplômés

Afin de mieux comprendre quels sont les groupes de diplômés les plus susceptibles d'éprouver de l'insécurité, la suite du chapitre porte sur la crainte d'être sans emploi ou plus spécifiquement, sur le risque de craindre d'être sans emploi, en tenant compte de différentes caractéristiques des diplômés. Les facteurs considérés sont d'ordre sociodémographiques, liés aux études ou au parcours et à la situation professionnelle au moment de l'enquête. Afin de pouvoir étudier ces caractéristiques simultanément et apprécier l'importance relative de leur relation statistique avec la crainte d'être sans emploi, un modèle de régression logistique a été calculé (le point 5.2 en annexe fournit de plus amples informations sur la sélection des facteurs explicatifs retenus dans le modèle). Le tableau TA 1.1 en annexe présente les résultats complets du modèle.

² Le relevé 2021 de l'enquête sur les revenus et les conditions de vie (SILC) a également intégré une question relative à la crainte d'être sans emploi. Bien que l'échelle d'évaluation proposée dans le cadre de cette enquête (0 à 10) ne soit pas la même que dans l'enquête EHA, une comparaison des résultats s'avère néanmoins intéressante et montre des différences relativement faibles. Il apparaît notamment qu'en début de carrière, les diplômés des hautes écoles affichent un niveau de craintes élevé d'être au chômage dans les douze prochains mois, similaire à celui mesuré dans l'ensemble de la population active (EHA, codes 4 et 5: 7,6%, SILC, codes 7 à 10: 7,7%), ce taux étant par ailleurs légèrement supérieur à celui mesuré dans l'ensemble de la population active au bénéfice d'une formation tertiaire (6,4%).

Les personnes étrangères scolarisées à l'étranger présentent un risque accru de craindre d'être sans emploi

Concernant les variables sociodémographiques, les analyses montrent que ni l'âge, ni le sexe, ni la parentalité n'affectent la probabilité de craindre d'être sans emploi. En revanche, l'effet est significatif en ce qui concerne le lieu de scolarisation (pour une définition, voir 5.1 en annexe), où le risque d'exprimer des craintes d'être sans emploi est plus élevé de 2 points de pourcentage parmi les personnes étrangères scolarisées à l'étranger que parmi les personnes de nationalité suisse. Les personnes étrangères scolarisées en Suisse affichent quant à elles un risque similaire aux personnes suisses (cf. TA 1.1).

La probabilité de craindre d'être sans emploi est la plus élevée dans le groupe de domaines d'études Services

Parmi les variables liées aux études, deux variables ont été identifiées comme étant corrélées à la crainte d'être sans emploi: le type de haute école et le groupe de domaines d'études (cf. G2.1.1)

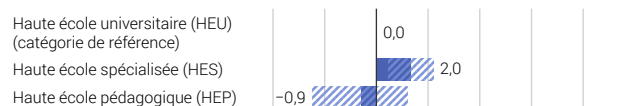
Ainsi, par rapport aux diplômés d'une haute école universitaire (HEU), les personnes diplômées d'une haute école spécialisée (HES) ont un risque accru d'avoir des craintes élevées d'être sans emploi (+2 points de pourcentage). Les diplômés d'une haute école pédagogique (HEP) affichent un risque similaire à celui des diplômés HEU. Il apparaît en outre qu'en comparaison du groupe de référence Commerce, administration et droit, le risque est plus élevé dans les groupes de domaines d'études Services (+9 points de pourcentage), Lettres et arts (+4 points de pourcentage), Sciences naturelles, mathématiques et statistiques (+2 points de pourcentage), ainsi que Sciences sociales, journalisme et information (+2 points de pourcentage). À noter que le groupe de domaines d'études Service est composé pour près de trois quarts de personnes possédant une formation dans les domaines Voyage, tourisme et loisirs ou Hôtellerie et services de restauration, domaines particulièrement fortement touchés par les restrictions mises en place dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus. À l'inverse, le risque est comparativement plus faible dans le groupe de domaines d'études Santé et protection sociale (-3 points de pourcentage).

Effets marginaux moyens du type de haute école et du groupe de domaines d'études sur la probabilité d'avoir des craintes d'être sans emploi dans les 12 mois à venir

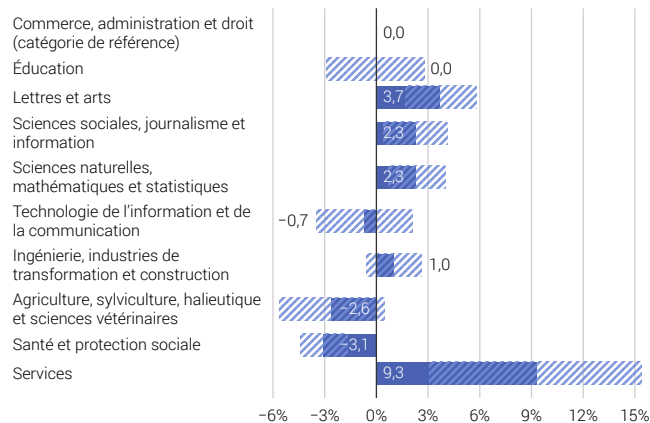
Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

G2.1.1

Type de haute école



Groupe de domaines d'études ISCED 13



/// Intervalle de confiance (95%)

Exemple de lecture: pour le type de haute école, la probabilité d'avoir des craintes d'être sans emploi dans les 12 mois à venir est de 2 points de pourcentage plus élevée pour les diplômés HES comparativement aux diplômés HEU.

Notes: Calcul à partir du modèle logistique binomial avec les variables explicatives suivantes: le sexe, l'âge et son carré, le lieu de scolarisation, la parentalité, le type de haute école, le groupe de domaines d'études ISCED 2013, le type de contrat, le nombre de périodes sans emploi, le secteur d'activité, la grande région du lieu de travail, le sous-/sur-emploi, l'adéquation de l'emploi au niveau de formation et la situation dans la profession. Les effets marginaux moyens sont tracés avec les intervalles de confiance de 95%. Les résultats complets sont présentés dans la table TA 1.1 de l'annexe.

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

La crainte d'être sans emploi est fortement liée aux épisodes de chômage et à leur répétition

La crainte d'être sans emploi est étroitement liée au parcours et à la situation professionnelle des diplômés. Les personnes ayant connu des épisodes de chômage depuis l'obtention de leur diplôme risquent davantage de craindre d'être sans emploi que leurs collègues pour qui ce n'est pas le cas. Ce risque tend en outre à augmenter avec la répétition d'épisodes sans emploi sur la période considérée. Ainsi, les personnes qui ont eu une période de chômage depuis la fin de leurs études ont un risque de près de 2 points de pourcentage plus élevé que celles qui n'ont pas vécu de périodes de chômage. Le risque est de 6 points de pourcentage plus important pour les personnes ayant vécu deux périodes de chômage et de 10 points parmi les personnes chez qui le nombre de ces périodes est supérieur ou égal à trois.

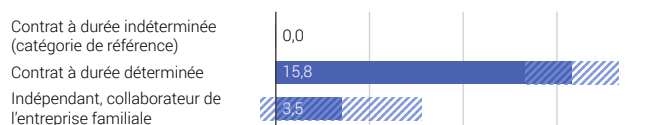
Le risque d'être sans emploi est également affecté par l'adéquation de l'emploi. Les personnes qui occupent un poste pour lequel un diplôme d'une haute école n'est pas requis ont en effet une probabilité de 2 points de pourcentage supérieure d'éprouver des craintes par rapport aux diplômés qui occupent un emploi correspondant à leur niveau de diplôme.

Effets marginaux moyens de facteurs liés à la situation professionnelle et de carrière sur la probabilité d'avoir des craintes d'être sans emploi dans les 12 mois à venir

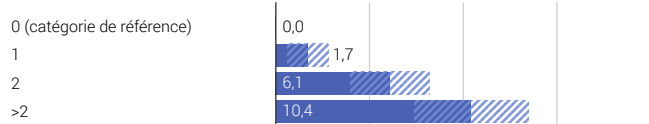
Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

G2.1.2

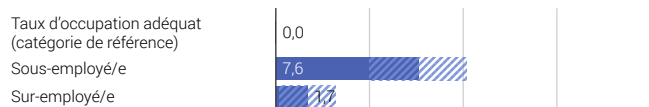
Type de contrat



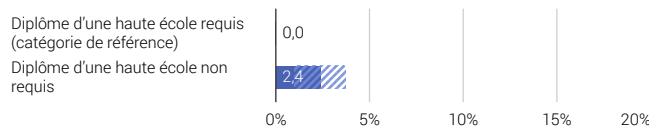
Périodes sans emploi



Sous-/sur-emploi



Adéquation emploi – niveau de formation



/// Intervalle de confiance (95%)

Exemple de lecture: La probabilité de craindre d'être sans emploi dans les 12 mois à venir est de 16 point de pourcentage plus élevée parmi les diplômés ayant un contrat à durée déterminée que parmi les diplômés engagés pour une durée indéterminée.

Note: Les résultats sont issus d'une régression logistique tenant compte des facteurs suivants: le sexe, l'âge et son carré, le lieu de scolarisation, la parentalité, le type de haute école, le groupe de domaines d'études ISCED 13, le type de contrat, le nombre de périodes sans emploi, le secteur d'activité, la grande région du lieu de travail, le sous-/sur-emploi, l'adéquation de l'emploi au niveau de formation et la situation dans la profession. Les effets marginaux moyens sont tracés avec les intervalles de confiance de 95%. Les résultats complets sont présentés dans le tableau TA 1.1 de l'annexe.

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021 © OFS 2022

Il apparaît en outre que les personnes en situation de sous-emploi et de sur-emploi ont un risque de crainte d'être sans emploi plus important que les personnes satisfaites de leur taux de travail (resp. +8 et +2 points de pourcentage).

En regard des personnes occupant un emploi à durée indéterminée, les personnes ayant un contrat à durée déterminée affichent un risque très nettement supérieur (+16 points de pourcentage).

En plus des variables susmentionnées, le modèle de régression a montré que le risque de craindre d'être sans emploi est également affecté par d'autres variables, telles que le secteur d'activités économiques, la grande région du lieu de travail ou encore le statut professionnel (cf. TA 1.1). Ainsi, le risque est-il plus élevé parmi les personnes actives dans le secteur privé, à but lucratif ou non (réf.: secteur public), celles travaillant dans les grandes régions lémanique et du Tessin (réf.: Zurich) ou encore parmi les diplômés ayant un statut d'assistant ou de doctorant (réf.: employé sans fonction dirigeante).

2.2 Raisons de la crainte d'être sans emploi

Les diplômés ayant indiqué éprouver une crainte élevée d'être sans emploi (valeurs 4 ou 5), ont été interrogés sur les raisons de leur crainte. La question ainsi que les catégories de réponses proposées (plusieurs réponses possibles) se trouvent à l'annexe 5.1. Comme la batterie de questions était différente selon que les diplômés interrogés étaient engagés pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée (la catégorie «Mon emploi est à durée déterminée» n'ayant été proposée qu'aux premiers), les résultats sont présentés séparément en fonction du type de contrat de travail.

La moitié des diplômés au bénéfice d'un contrat fixe craignent d'être sans emploi en raison des mesures prises pour lutter contre le COVID-19

Les diplômés au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée qui ont des craintes élevées d'être dans l'emploi, l'ont fréquemment expliqué par des raisons macroéconomiques: 50% d'entre eux évoquent les conséquences des mesures de lutte contre la pandémie de coronavirus, 45% la conjoncture économique défavorable et 29% la forte concurrence sur le marché du travail. Ils citent aussi relativement souvent des raisons en lien avec l'entreprise, telles les restructurations ou les mesures d'économie (38%), les relations professionnelles conflictuelles (19%) et la culture de licenciement de l'entreprise (17%). Les autres raisons de craindre pour son emploi, comme les causes familiales, les problèmes de santé, les retours négatifs sur le travail fourni ou encore la disparition de places de travail à cause de la numérisation ne dépassent pas 10%. Elles ne jouent par conséquent qu'un rôle limité pour les diplômés au bénéfice d'un contrat de travail à durée indéterminée.

Les raisons macroéconomiques sont aussi souvent avancées par les diplômés engagés pour une durée déterminée

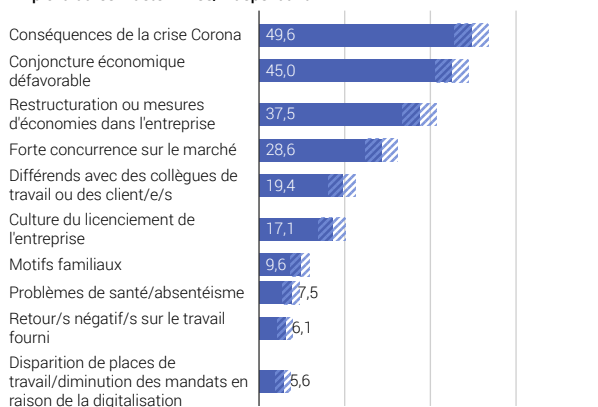
Les diplômés engagés pour une durée déterminée motivent leur crainte d'être sans emploi avant tout par le fait que leur engagement est limité dans le temps (87%). Ils mentionnent également des raisons macroéconomiques, surtout la forte concurrence sur le marché du travail (35%), mais citent moins souvent que les diplômés engagés pour une durée non déterminée les conséquences des mesures contre la pandémie de coronavirus (37%) et la conjoncture économique (28%). Enfin, les raisons en lien avec l'entreprise et les raisons personnelles jouent elles aussi un rôle moindre pour eux.

Raisons de la crainte d'être sans emploi dans les 12 mois à venir selon le type de contrat

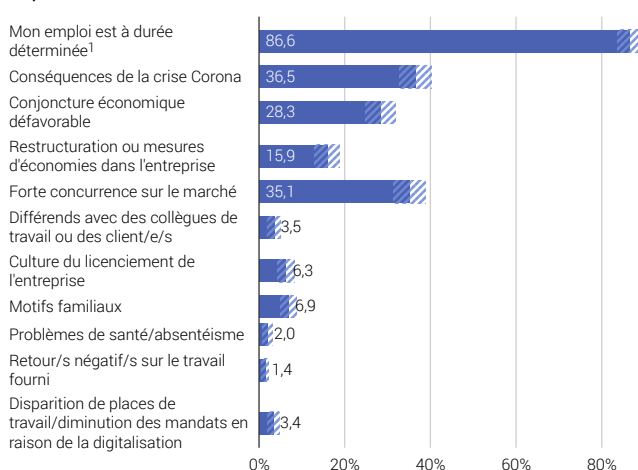
Diplômés des hautes écoles ayant des craintes élevées d'être sans emploi, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

G2.2.1

Emploi à durée indéterminée/Indépendant



Emploi à durée déterminée



/// Intervalle de confiance (95%)

¹ Cette catégorie a uniquement été proposée aux diplômés ayant un contrat à durée déterminée.

Exemple de lecture: Parmi les diplômés ayant une crainte élevée d'être sans emploi, 50% des personnes employées pour une durée déterminée ont mentionné la crise du COVID-19 pour expliquer leur crainte. Cette proportion est de 37% parmi les employés à durée indéterminée.

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

2.3 Effets de la pandémie de COVID-19

Quel que soit leur type de contrat de travail, les diplômés qui craignent fortement d'être sans emploi expliquent souvent leur crainte notamment par les conséquences de la pandémie. Ce chapitre est consacré à la question de savoir s'il existe un lien entre le fait de mentionner la pandémie pour expliquer sa crainte de se retrouver au chômage et celui d'avoir été touché par une ou plusieurs des mesures prises dès février-mars 2020 afin de lutter contre le COVID-19. Pour y répondre, l'analyse considère deux groupes:

- Groupe 1: diplômés ayant mentionné la pandémie parmi les raisons de craindre d'être sans emploi.
- Groupe 2: diplômés n'ayant pas mentionné la pandémie parmi les raisons de craindre d'être sans emploi.

Le graphique G 2.3.1 présente une comparaison entre ces deux groupes pour les critères suivants: chômage partiel, diminution du revenu professionnel, perte d'emploi et réduction du taux d'occupation en raison de la pandémie de COVID-19.³

La crainte d'être sans emploi en raison de la pandémie est liée à des expériences concrètes

Parmi les diplômés ayant mentionné le COVID-19 comme raison de craindre d'être sans emploi (groupe 1), 34% ont connu le chômage partiel à un moment donné ou à un autre depuis le début de la crise sanitaire; 23% ont vu le revenu de leur travail diminuer, 15% ont perdu leur emploi et/ou dû réduire leur taux d'occupation. Les diplômés n'ayant pas évoqué la crise sanitaire pour expliquer leur crainte d'être sans emploi (groupe 2) sont moins nombreux à avoir été touchés par le chômage partiel (-25 points de pourcentage) ou à avoir subi une diminution du revenu professionnel (-17 points de pourcentage) que ceux du groupe 1. La proportion de personnes ayant perdu leur emploi (-12 points de pourcentage) ou ayant dû réduire leur taux d'occupation (-10 points de pourcentage) est également moindre. En revanche, on n'observe pas d'écarts entre ces deux groupes pour ce qui est des autres conséquences de la pandémie, telles que la diminution des contacts sociaux ou la réduction du temps de travail pour s'occuper de proches.

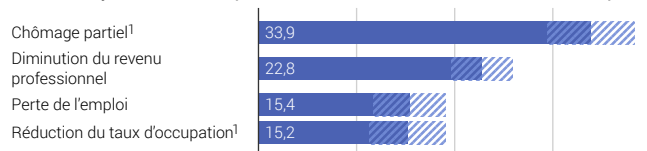
³ Les diplômés ont été interrogés sur les effets de la pandémie qu'ils ont ressentis jusque-là. La question correspondante ainsi que les modalités de réponses figurent à l'annexe 5.1. Les quatre conséquences de la pandémie (chômage partiel, diminution du revenu du travail, perte d'emploi ou réduction du taux d'occupation) ont été sélectionnées à l'aide de régressions logistiques. Les analyses visent à vérifier s'il existe un lien entre les effets de la pandémie et le fait de mentionner la crise sanitaire comme raison de craindre d'être sans emploi.

Proportion de diplômés des hautes écoles touchés par des mesures COVID-19 selon le type de mesure

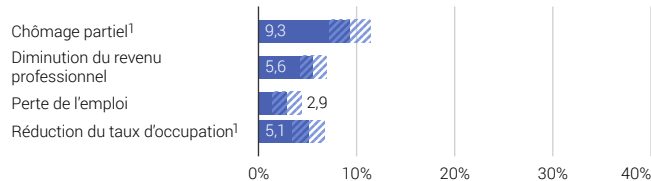
Diplômés des hautes écoles ayant des craintes élevées d'être sans emploi, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

G2.3.1

Personnes ayant mentionné la pandémie comme raison de craindre d'être sans emploi



Personnes n'ayant pas mentionné la pandémie parmi les raisons de craindre d'être sans emploi



/// Intervalle de confiance (95%)

¹ Cette catégorie a uniquement été proposée aux diplômés ayant un statut d'employé.

Exemple de lecture: 34% des diplômés qui ont mentionné la crise du COVID-19 comme raison pour expliquer leur crainte d'être sans emploi dans les 12 mois à venir ont été touchés par du chômage partiel.

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021 © OFS 2022

3 Crainte du déclassement professionnel

Craindre un déclassement professionnel, c'est prévoir des difficultés à trouver un poste équivalent ou meilleur en cas de perte d'emploi. Ce chapitre commence par cerner dans quelle mesure les diplômés craignent un déclassement dans six différents aspects de leurs postes. Il montre ensuite, au moyen d'une régression logistique, comment le risque de craindre un déclassement professionnel en termes de revenu varie selon différents groupes de diplômés.

Un quart de toutes les personnes interrogées considèrent qu'il leur serait difficile de trouver un nouvel emploi offrant un salaire comparable ou meilleur

Selon les aspects considérés, 18 à 25% des diplômés estiment qu'ils auraient d'importantes difficultés à retrouver dans les douze mois un emploi aux conditions comparables s'ils devaient perdre leur poste. 25% déclarent qu'en cas de perte d'emploi, ils auraient des difficultés à en retrouver un garantissant un revenu comparable ou meilleur, alors que 23% craignent de ne pas retrouver un poste correspondant au contenu de leur formation. Un diplômé sur cinq craint de ne pas retrouver d'emploi correspondant à son niveau de formation, de devoir accepter un taux d'occupation ou un niveau de responsabilité moins adéquat, ou encore de devoir consentir à signer un contrat à durée déterminée.

3.1. Craintes de déclassement en termes de revenu en fonction des caractéristiques des diplômés

Un modèle de régression logistique tenant compte de plusieurs facteurs a été utilisé afin de déterminer de quelle manière le risque de craindre un déclassement professionnel en termes de revenu varie entre différents groupes de diplômés. Ces facteurs comprennent des aspects sociodémographiques ainsi que des caractéristiques relatives à la formation, au parcours professionnel et au poste actuel.

Une personne subit un déclassement professionnel lorsque, après un changement d'emploi, ses nouvelles conditions de travail sont moins bonnes qu'elles ne l'étaient dans le poste précédent. **Dans la présente enquête, on entend par crainte de déclassement professionnel la peur, en cas de perte d'emploi, de rencontrer des difficultés à en retrouver un, dans les douze mois qui suivent, à des conditions équivalentes, voire meilleures. Afin de faciliter la lecture, il est question de «crainte de déclassement professionnel» dans le texte.**

Cette crainte est mesurée pour six aspects.

Les questions suivantes ont servi à évaluer la crainte d'un déclassement professionnel:

En cas de perte d'emploi, dans quelle mesure pensez-vous qu'il serait difficile de trouver dans les douze mois qui suivent un emploi...

- ... correspondant à votre niveau de formation.
- ... correspondant au contenu de votre formation.

En cas de perte d'emploi, dans quelle mesure pensez-vous qu'il serait difficile de retrouver un nouvel emploi dans les douze prochains mois avec des conditions de travail comparables ou meilleures?

- Niveau de revenu
- Contrat à durée indéterminée
- Taux d'occupation
- Niveau de responsabilités

Pour chacun de ces aspects, les réponses possibles allaient de 1 (pas difficile du tout) à 5 (très difficile) sur une échelle de Likert. Toujours pour chacun des éléments retenus, les diplômés ont ensuite été classés dans deux groupes en fonction de leurs réponses: ceux déclarant peu craindre un déclassement (1 à 3) et ceux le craignant fortement (4 à 5).

La probabilité de craindre un déclassement en termes de revenu augmente avec l'âge

On observe un lien entre l'âge des personnes interrogées et la peur d'un déclassement en termes de revenu: plus l'âge augmente, plus cette crainte est présente. De plus, elle est plus marquée chez les personnes étrangères scolarisées en Suisse (pour une définition, voir l'annexe 5.1) que chez celles de nationalité suisse. Les modèles ne révèlent en revanche pas de corrélations statistiquement significatives pour les autres caractéristiques sociodémographiques telles que le sexe ou la parentalité.

Les diplômés d'une haute école pédagogique (HEP) affichent le risque le plus faible de craindre un déclassement en termes de revenu

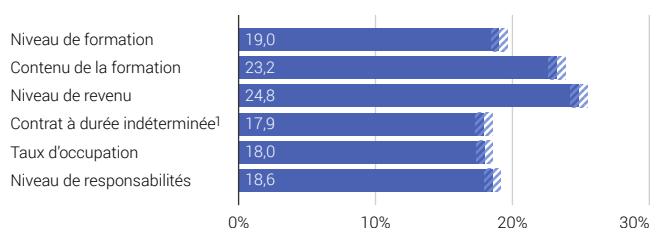
Par rapport aux diplômés d'une HEU, ceux d'une HEP affichent un risque de craindre un déclassement en matière de revenu de 13 points de pourcentage moins élevé et ceux d'une HES de 5 points de pourcentage plus élevé. Par ailleurs, ce risque est plus marqué pour les diplômés des groupes de domaines d'études Lettres et arts et Sciences sociales, journalisme et information que pour ceux du groupe de référence Commerce, administration et droit. Dans les groupes de domaines d'études Santé et protection sociale, Technologie de l'information et de la communication et Ingénierie, industries de transformation et construction, il est en revanche plus faible que dans le groupe de référence.

Craintes de déclassement concernant différents aspects de l'emploi

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

G3.1

Crainte de déclassement professionnel (valeur 4 et 5 de l'échelle)



/// Intervalle de confiance (95%)

¹ Cette catégorie a uniquement été proposée aux diplômés ayant un contrat à durée indéterminée.

Exemple de lecture: 25% des diplômés estiment qu'en cas de perte d'emploi, il leur serait difficile (valeurs 4 et 5 sur l'échelle d'évaluation de 1 à 5) de retrouver un emploi avec un revenu au moins similaire à celui de l'activité professionnelle actuelle.

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021 © OFS 2022

Ce chapitre présente quelques facteurs importants concernant la crainte du déclassement professionnel en termes de revenu, car c'est sur cet aspect que les diplômés ont été les plus nombreux à exprimer une crainte élevée. Le modèle de régression complet figure en annexe, dans le tableau TA 1.2. Les résultats des régressions logistiques des cinq autres aspects du déclassement professionnel se trouvent également en annexe, dans le tableau TA 1.3. À chacun de ces aspects, des variables supplémentaires sont venues s'ajouter en raison de leur pertinence (la satisfaction quant au niveau de responsabilité est par exemple prise en compte dans le modèle sur la crainte du déclassement en matière de niveau de responsabilité).

Le risque de craindre un déclassement en termes de revenu est le plus élevé chez les diplômés sous-employés

Les diplômés en sous-emploi craignent davantage un déclassement en termes de revenu que ceux en sur-emploi ou dont le taux d'occupation est adéquat (+11 points de pourcentage). Il en va de même de ceux qui ont connu des périodes de chômage après l'obtention de leur titre, par rapport à ceux qui ont été occupés sans interruption. Quant aux diplômés dont le revenu du travail dépasse la médiane, ils présentent un risque plus élevé de craindre un déclassement en termes de revenu que ceux du groupe de référence, dont le revenu standardisé se situe en dessous de 65 000 francs (1er quartile). Les diplômés affichant le risque le plus élevé sont ceux percevant un revenu supérieur à 100 749 francs (4e quartile). On observe aussi une corrélation entre la satisfaction quant au revenu du travail et le risque de craindre un déclassement en la matière: les diplômés satisfaits ou très satisfaits de leur revenu affichent un risque plus élevé de craindre un déclassement en termes de revenu que ceux qui n'en sont pas satisfaits: leur risque est de 10 (diplômés satisfaits) et 21 (diplômés très satisfaits) points de pourcentage plus élevé que celui des diplômés insatisfaits de leur revenu.

D'autres facteurs liés au travail augmentent également le risque de crainte d'un déclassement en termes de revenu (voir le tableau TA 1.2 en annexe): le fait de travailler dans le secteur privé à but lucratif (groupe de référence: service public), au Tessin ou en Suisse centrale (groupe de référence: Zurich) et le fait d'exercer une activité pour laquelle un titre d'une haute école est exigé (groupe de référence: pas de titre d'une haute école exigé).

Effets marginaux moyens du type de haute école et du groupe de domaines d'études sur la probabilité d'avoir des craintes de déclassement professionnel en termes de revenu

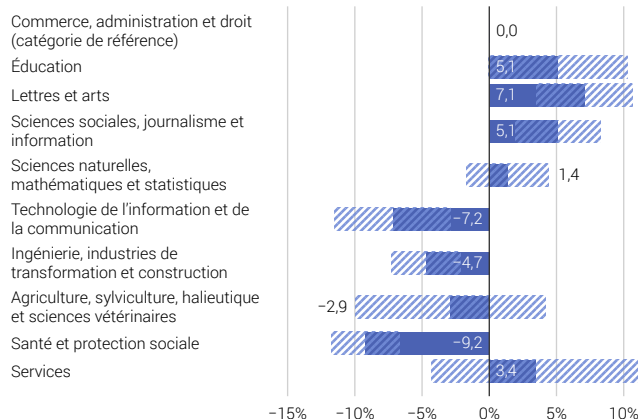
Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

G3.1.1

Type de haute école



Groupe de domaines d'études ISCED 13



/// Intervalle de confiance (95%)

Exemple de lecture: Pour les diplômés d'une HEP, la probabilité d'estimer qu'il serait difficile, en cas de perte d'emploi, de retrouver un emploi avec un revenu au moins similaire à celui de l'emploi actuel est de 13 points de pourcent plus faible que pour les diplômés d'une HEU.

Note: Les résultats sont issus d'une régression logistique tenant compte des facteurs suivants: le sexe, l'âge et son carré, le lieu de scolarisation, la parentalité, le type de haute école, le groupe de domaines d'études ISCED 13, le type de contrat, le nombre de périodes sans emploi, le secteur d'activité, la grande région du lieu de travail, le sous-/sur-emploi, l'adéquation de l'emploi au niveau de formation, la situation dans la profession, le revenu et la satisfaction envers le revenu. Les effets marginaux moyens sont tracés avec les intervalles de confiance de 95%. Les résultats complets sont présentés dans le tableau TA 1.2 de l'annexe.

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021 © OFS 2022

4 Bibliographie

Béduwé, C. et Dupray, A. (2018). D'une génération à l'autre: l'inquiétude des jeunes en question, Bulletin de recherches emploi-formation, no 361.

Probst, T. M., Jiang, L. et Benson, W. (2018). Job insecurity and anticipated job loss: A primer and exploration of possible. *The Oxford handbook of job loss and job search*, p. 31 à 53.

5 Annexe

5.1 Définitions

Raisons de craindre d'être sans emploi

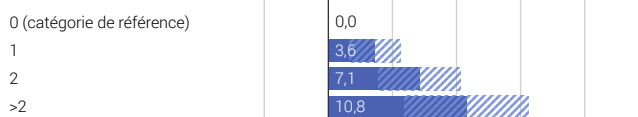
La question suivante était posée aux diplômés ayant indiqué craindre d'être au chômage, afin de connaître les raisons de cette crainte.

Effets marginaux moyens de facteurs liés à la situation professionnelle et de carrière sur la probabilité d'avoir des craintes de déclassement professionnel en termes de revenu

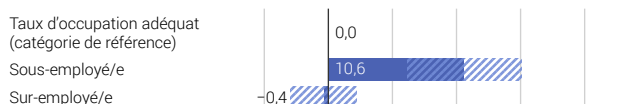
Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

G3.1.2

Périodes sans emploi



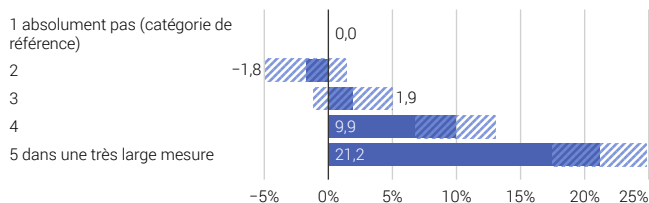
Sous-/sur-emploi



Revenu professionnel brut standardisé



Satisfaction avec le revenu



/// Intervalle de confiance (95%)

Exemple de lecture: Pour les diplômés en situation de sous-emploi, la probabilité d'estimer qu'il serait difficile, en cas de perte d'emploi, de retrouver un emploi avec un revenu au moins similaire à celui de l'emploi actuel est de 11 points de pourcent plus élevée que pour les diplômés ayant un taux d'occupation adéquat.

Note: Les résultats sont issus d'une régression logistique tenant compte des facteurs suivants: le sexe, l'âge et son carré, le lieu de scolarisation, la parentalité, le type de haute école, le groupe de domaines d'études ISCED 13, le type de contrat, le nombre de périodes sans emploi, le secteur d'activité, la grande région du lieu de travail, le sous-/sur-emploi, l'adéquation de l'emploi au niveau de formation, la situation dans la profession, le revenu et la satisfaction envers le revenu. Les effets marginaux moyens sont tracés avec les intervalles de confiance de 95%. Les résultats complets sont présentés dans le tableau TA 1.2 de l'annexe.

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021 © OFS 2022

Pour quelle(s) raison(s) craignez-vous d'être sans emploi?

- Différends avec des supérieurs/supérieures, des collègues de travail ou des clients/clientes; différends avec des clients/clientes ou des collègues de travail
- Retour(s) négatif(s) sur le travail fourni
- Conjoncture économique défavorable
- Conséquences de la crise Corona (COVID-19)
- Disparition de places de travail ou diminution des mandats en raison de la digitalisation
- Restructuration ou mesures d'économies dans l'entreprise
- Culture du licenciement de l'entreprise («hire and fire»)
- Forte concurrence sur le marché (au niveau national et/ou international)

- Mon emploi est à durée déterminée
- Problèmes de santé/absentéisme
- Motifs familiaux (congé parental, prise en charge de proches)
- Autres

Conséquences du COVID-19

La question suivante a servi à connaître les conséquences du COVID-19 sur la principale activité lucrative exercée:

Voici encore une question en lien avec la crise du COVID-19.

Depuis février/mars 2020, quels effets a eu la crise du COVID-19 sur votre activité professionnelle?

- Chômage partiel
- Congé exceptionnel non rémunéré
- Demandé une allocation spéciale pour perte de gain (Corona), mais refusée
- Reçu une allocation pour perte de gain (Corona)
- Diminution des mandats / commandes de travail
- Augmentation des mandats / commandes de travail
- Réduction du taux d'occupation
- Augmentation du taux d'occupation
- Réduction des heures supplémentaires ou congé exceptionnel rémunéré
- Accumulation d'heures supplémentaires
- Diminution du revenu professionnel
- Augmentation du revenu de l'activité lucrative
- Home office / télétravail exclusivement
- Home office / télétravail partiel
- Flexibilisation des périodes de travail
- Diminution des contacts avec les collègues, responsables hiérarchiques, clients, etc.
- Réduction du temps de travail en raison de l'augmentation de la charge liée à la garde des enfants ou à la prise en charge d'autres personnes
- Perte de mon emploi
- Autre
- Elle n'a eu aucun effet

Adéquation du niveau de formation

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Éducation et science Intégration sur le marché du travail → Degré tertiaire - Hautes écoles

Situation dans la profession

www.statistique.ch → Bases statistiques et enquêtes → Définitions → Situation dans la profession (enquête auprès des diplômés des hautes écoles)

Lieu de scolarisation

www.statistique.ch → Bases statistiques et enquêtes → Définitions → Lieu de scolarisation

Groupe de domaine d'études (ICSFAC 13_1)

www.statistique.ch → Bases statistiques et enquêtes → Définitions → Groupe de domaines d'études HE

Grande région du lieu de travail

www.statistique.ch → Bases statistiques et enquêtes → Définitions → Grandes régions

Sous- ou sur-emploi

www.statistique.ch → Bases statistiques et enquêtes → Définitions → Sous-/sur-emploi (Enquête auprès des diplômés des hautes écoles)

Type de contrat de travail

Parmi les types de contrat, on distingue ceux à durée déterminée et ceux à durée indéterminée. Une catégorie supplémentaire, créée pour la présente publication, inclut les indépendants et les personnes employées dans leur propre entreprise familiale.

Secteur économique

Les secteurs économiques ont été divisés en trois catégories:

- service public,
- secteur privé à but lucratif,
- secteur privé à but non lucratif.

5.2 Remarques méthodologiques

Sélection des facteurs

Pour le calcul du modèle de régression logistique, ont été retenues d'une part des variables de contrôle généralement mentionnées dans la littérature, telles que le sexe, l'âge, l'origine sociale, le type de diplôme, la trajectoire professionnelle, le type de contrat ou encore le statut professionnel (voir par exemple Béduwé, C. et Dupray, A. [2018] ou Probst, T., Jiang, L., et Benson, W. [2018]) et d'autre part des variables incontournables dans le cadre d'analyses portant sur la population des diplômés des hautes écoles suisses, telles que le lieu de scolarisation, le type de haute école, le groupe de domaines d'études ou encore la grande région du lieu de travail.

Effets marginaux moyens

Pour chaque facteur pris en compte, les résultats sont présentés sous forme d'effets marginaux moyens. Ces effets correspondent à l'écart de probabilité, par rapport à la catégorie de référence, de craindre d'être sans emploi (ou de craindre un déclassement professionnel, dans le chapitre 3). Ils sont indiqués en points de pourcentage, avec un intervalle de confiance de 95%.

En d'autres termes, les effets marginaux moyens indiquent comment varie la probabilité d'éprouver des craintes d'être sans emploi (ou d'être déclassé professionnellement, dans le chapitre 3) – par exemple entre diplômés d'une HEP et diplômés d'une HEU – les autres conditions étant égales par ailleurs. Les résultats obtenus sont entachés d'une certaine incertitude, que l'on mesure à l'aide de l'intervalle de confiance. Cet intervalle indique entre quelles valeurs la différence de probabilité d'éprouver une crainte élevée d'être sans emploi aura une probabilité de 95% de se situer. Si l'intervalle de confiance d'une catégorie donnée inclut la valeur 0, cette catégorie ne s'écarte pas de manière statistiquement significative de la catégorie de référence. Si, au contraire, la valeur 0 n'est pas dans l'intervalle de confiance, l'écart est statistiquement significatif. On en conclut alors que son effet persiste indépendamment des autres variables incluses dans le modèle.

6 Annexe

Modèle de régression sur la crainte d'être sans emploi dans les douze mois à venir – partie 1

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

TA1.1

	Effets marginaux moyens		
	En points de pourcentage	Intervalle de confiance à 95%	
Sexe			
Homme (catégorie de référence)	réf.		
Femme	0,8	-0,1	1,8
Âge	0,1	0,0	0,3
Lieu de scolarisation			
Suisses/Suissesses (catégorie de référence)	réf.		
Personnes étrangères scolarisées en Suisse	0,1	-2,1	2,4
Personnes scolarisées à l'étranger	1,7 ***	0,4	3,1
Parentalité			
Enfants (catégorie de référence)	réf.		
Pas d'enfants	-0,5	-1,8	0,7
Type de haute école			
Haute école universitaire (HEU) (catégorie de référence)	réf.		
Haute école spécialisée (HES)	2,0 ***	0,7	3,3
Haute école pédagogique (HEP)	-0,9	-3,7	1,8

* p < .05

*** p < .001

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

Modèle de régression sur la crainte d'être sans emploi dans les douze mois à venir – partie 2

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

TA1.1

	Effets marginaux moyens		
	En points de pourcentage	Intervalle de confiance à 95%	
Groupe de domaines d'études ISCED 13			
Commerce, administration et droit (catégorie de référence)	réf.		
Education	0,0	-2,9	2,8
Lettres et arts	3,7 ***	1,7	5,8
Sciences sociales, journalisme et information	2,3 ***	0,4	4,1
Sciences naturelles, mathématiques et statistiques	2,3 *	0,7	4,0
Technologie de l'information et de la communication	-0,7	-3,5	2,1
Ingénierie, industries de transformation et construction	1,0	-0,6	2,6
Agriculture, sylviculture, halieutique et sciences vétérinaires	-2,6	-5,6	0,5
Santé et protection sociale	-3,1 ***	-4,4	-1,7
Services	9,3 ***	3,1	15,4
Type de contrat			
Contrat à durée indéterminée (catégorie de référence)	réf.		
Contrat à durée déterminée	15,8 ***	13,3	18,3
Indépendant, collaborateur de l'entreprise familiale	3,5	-0,8	7,8
Périodes sans emploi			
0 (catégorie de référence)	réf.		
1	1,7 ***	0,6	2,8
2	6,1 ***	4,0	8,2
>2	10,4 ***	7,4	13,5
Secteur d'activité			
Secteur public (catégorie de référence)	réf.		
Secteur privé à but lucratif	2,9	1,0	4,7
Secteur privé à but non lucratif	3,0	1,8	4,3
Grande région du lieu de travail			
Zurich (catégorie de référence)	réf.		
Région Lémanique	1,8 ***	0,4	3,3
Espace Mittelland	-0,3	-1,6	1,1
Suisse du Nord-Ouest	-0,2	-1,8	1,4
Suisse orientale	-2,6 ***	-4,3	-0,9
Suisse centrale	-0,7	-2,5	1,1
Tessin	6,5 ***	2,9	10,1
Étranger	-1,0	-2,5	0,6
Sous-/sur-emploi			
Taux d'occupation adéquat (catégorie de référence)	réf.		
Sous-employé/e	7,6 ***	5,0	10,2
Sur-employé/e	1,7 ***	0,2	3,2
Adéquation emploi - niveau de formation			
Diplôme d'une haute école requis (catégorie de référence)	réf.		
Diplôme d'une haute école non requis	2,4 ***	1,0	3,7
Situation dans le profession			
Employé/e sans fonction dirigeante (catégorie de référence)	réf.		
Stagiaire	1,4	-1,9	4,7
Assistant/e, doctorant/e	3,3 ***	1,4	5,1
Employé/e avec fonction dirigeante	-0,3	-1,4	0,8
N	12 923		
Pseudo R2	0,203		

* p < .05
 *** p < .001

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

Modèle de régression sur l'évaluation du risque de déclassement en termes de revenu – partie 1

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

TA1.2

	Effets marginaux moyens		
	En points de pourcentage	Intervalle de confiance à 95%	
Sexe			
Homme (catégorie de référence)	réf.		
Femme	1,1	-0,6	2,8
Âge	0,6 ***	0,4	0,8
Lieu de scolarisation			
Suisses/Suisseuses (catégorie de référence)	réf.		
Personnes étrangères scolarisées en Suisse	5,1 *	0,8	9,3
Personnes scolarisées à l'étranger	1,9	-0,6	4,3
Parentalité			
Enfants (catégorie de référence)	réf.		
Pas d'enfants	0,2	-1,7	2,1
Type de haute école			
Haute école universitaire (HEU) (catégorie de référence)	réf.		
Haute école spécialisée (HES)	5,2 ***	3,1	7,2
Haute école pédagogique (HEP)	-13,1 ***	-16,2	-9,9
Groupe de domaines d'études ISCED 13			
Commerce, administration et droit (catégorie de référence)	réf.		
Education	5,1	-0,1	10,3
Lettres et arts	7,1 ***	3,5	10,7
Sciences sociales, journalisme et information	5,1 *	2,0	8,3
Sciences naturelles, mathématiques et statistiques	1,4	-1,7	4,4
Technologie de l'information et de la communication	-7,2 *	-11,5	-2,9
Ingénierie, industries de transformation et construction	-4,7 ***	-7,3	-2,2
Agriculture, sylviculture, halieutique et sciences vétérinaires	-2,9	-10,0	4,2
Santé et protection sociale	-9,2 ***	-11,7	-6,7
Services	3,4	-4,3	11,2
Type de contrat			
Contrat à durée indéterminée (catégorie de référence)	réf.		
Contrat à durée déterminée	-1,6	-4,1	0,9
Indépendant, collaborateur de l'entreprise familiale	3,8	-4,9	12,5
Périodes sans emploi			
0 (catégorie de référence)	réf.		
1	3,6 ***	1,6	5,6
2	7,1 ***	3,9	10,3
>2	10,8 ***	6,0	15,6
Secteur d'activité			
Secteur public (catégorie de référence)	réf.		
Secteur privé à but lucratif	1,1	-2,1	4,3
Secteur privé à but non lucratif	-3,7 ***	-5,7	-1,6
Grande région du lieu de travail			
Zurich (catégorie de référence)	réf.		
Région Lémanique	1,5	-0,8	3,8
Espace Mittelland	0,8	-1,4	3,0
Suisse du Nord-Ouest	1,0	-1,7	3,6
Suisse orientale	-2,4	-5,3	0,6
Suisse centrale	3,5 *	0,5	6,6
Tessin	25,8 ***	20,3	31,3
Etranger	2,8	-0,8	6,5

* p < .05
 *** p < .001

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

Modèle de régression sur l'évaluation du risque de déclassement en termes de revenu – partie 2

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

TA1.2

	Effets marginaux moyens		
	En points de pourcentage	Intervalle de confiance à 95%	
Sous-/sur-emploi			
Taux d'occupation adéquat (catégorie de référence)	réf.		
Sous-employé/e	10,6 ***	6,1	15,1
Sur-employé/e	-0,4	-2,9	2,2
Adéquation emploi - niveau de formation			
Diplôme d'une haute école requis (catégorie de référence)	réf.		
Diplôme d'une haute école non requis	3,3 *	1,2	5,5
Situation dans le profession			
Employé/e sans fonction dirigeante (catégorie de référence)	réf.		
Stagiaire	-4,5	-13,0	4,0
Assistant/e, doctorant/e	-0,1	-3,5	3,4
Employé/e avec fonction dirigeante	-0,3	-2,2	1,5
Revenu professionnel brut standardisé			
1 ^{er} quartile: moins de 65 000 fr. (catégorie de référence)	réf.		
2 ^e quartile: de 65 000 fr. à 83 999 fr.	1,1	-1,1	3,3
3 ^e quartile: de 84 000 fr. à 100 749 fr.	3,1 *	0,8	5,4
4 ^e quartile: plus de 100 749 fr.	7,3 ***	4,8	9,9
Satisfaction avec le revenu			
1 absolument pas (catégorie de référence)	réf.		
2	-1,8	-4,9	1,4
3	1,9	-1,2	5,0
4	9,9 ***	6,8	13,0
5 dans une très large mesure	21,2 ***	17,5	24,8
N	12 780		
Pseudo R2	0,072		

* p < .05
 *** p < .001

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

Modèle de régression sur l'évaluation du risque de déclassement concernant différents aspects de l'emploi – partie 1, variables de base

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

TA1.3

	Adequation entre l'emploi et le niveau de formation		Adequation entre l'emploi et le contenu de la formation		Emploi à durée indéterminée		Taux d'occupation		Niveau de responsabilités	
	Effets marginaux moyens		Effets marginaux moyens		Effets marginaux moyens		Effets marginaux moyens		Effets marginaux moyens	
	En points de confiance à 95%	Intervalle de confiance à 95%	En points de confiance à 95%	Intervalle de confiance à 95%	En points de confiance à 95%	Intervalle de confiance à 95%	En points de confiance à 95%	Intervalle de confiance à 95%	En points de confiance à 95%	Intervalle de confiance à 95%
Sexe										
Homme (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
Femme	0,6	-1,0 2,1	0,7	-0,9 2,3	0,3	-1,3 1,9	0,4	-1,2 1,9	0,8	-0,8 2,3
Âge	0,7***	0,5 0,9	0,8***	0,6 1,0	0,4***	0,2 0,6	0,3*	0,1 0,5	0,4***	0,2 0,6
Lieu de scolarisation										
Suisses/Suisseuses (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
Personnes étrangères scolarisées en Suisse	2,5	-1,1 6,1	2,8	-1,2 6,8	4,3*	0,4 8,3	0,2	-3,3 3,7	-0,5	-4,2 3,2
Personnes scolarisées à l'étranger	3,8***	1,6 6,1	0,6	-1,6 2,9	4,2*	1,6 6,8	2,2	-0,1 4,4	-0,2	-2,4 2,0
Parentalité										
Enfants (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
Pas d'enfants	-0,5	-2,2 1,2	-0,9	-2,8 0,9	0,0	-1,7 1,8	-4,0***	-5,7 -2,3	-1,0	-2,7 0,7
Type de haute école										
Haute école universitaire (HEU) (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
Haute école spécialisée (HES)	0,8	-1,2 2,8	-0,8	-2,9 1,2	0,2	-1,9 2,2	-0,1	-2,0 1,8	1,3	-0,6 3,2
Haute école pédagogique (HEP)	-12,7***	-15,1 -10,3	-15,2***	-18,1 -12,3	-8,4***	-11,3 -5,5	-7,4***	-10,3 -4,6	-11,0***	-13,7 -8,4
Groupe de domaines d'études ISCED 13										
Commerce, administration et droit (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
Education	11,8***	7,0 16,7	10,7***	5,6 15,7	11,5***	6,6 16,3	7,7***	3,2 12,2	7,6*	2,9 12,4
Lettres et arts	11,0***	7,6 14,4	18,7***	15,0 22,3	15,6***	11,7 19,5	8,7***	5,4 12,1	7,8***	4,5 11,1
Sciences sociales, journalisme et information	4,9***	2,1 7,7	10,1***	7,1 13,1	5,0***	2,1 7,8	1,1	-1,7 3,8	5,1***	2,2 7,9
Sciences naturelles, mathématiques et statistiques	0,9	-1,8 3,5	9,4***	6,5 12,4	6,7***	3,7 9,8	0,8	-1,8 3,5	0,8	-1,9 3,4
Technologie de l'information et de la communication	-11,0***	-14,6 -7,5	-12,5***	-15,9 -9,1	-9,0***	-12,6 -5,4	-6,8***	-10,7 -2,9	-7,7***	-11,4 -4,0
Ingénierie, industries de transformation et construction	-5,7***	-8,0 -3,4	-2,3	-4,7 0,1	-4,8***	-7,0 -2,5	-3,2*	-5,6 -0,8	-2,6*	-4,9 -0,3
Agriculture, sylviculture, halieutique et sciences vétérinaires	-3,4	-9,3 2,5	-0,6	-6,9 5,6	-3,4	-8,9 2,1	-5,5*	-10,8 -0,2	-1,6	-7,1 3,9
Santé et protection sociale	-10,6***	-12,7 -8,5	-9,8***	-11,9 -7,6	-4,4***	-6,7 -2,1	-6,0***	-8,3 -3,7	-6,1***	-8,3 -3,9
Services	0,5	-6,5 7,5	5,1	-2,3 12,4	5,5	-1,8 12,9	1,9	-5,2 9,0	-2,7	-8,8 3,4
Type de contrat										
Contrat à durée indéterminée (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
Contrat à durée déterminée	1,9	-0,4 4,2	1,6	-1,0 4,2	-	-	-2,5*	-4,6 -0,4	-2,3*	-4,5 0,0
Indépendant, collaborateur de l'entreprise familiale	-1,9	-8,9 5,2	1,3	-6,6 9,1	10,4*	2,0 18,7	10,0*	2,3 17,7	8,8*	0,7 16,8

* p < .05

*** p < .001

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

Modèle de régression sur l'évaluation du risque de déclassement concernant différents aspects de l'emploi – partie 2, variables de base

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

TA1.3

	Adéquation entre l'emploi et le niveau de formation		Adéquation entre l'emploi et le contenu de la formation		Emploi à durée indéterminée		Taux d'occupation		Niveau de responsabilités						
	Effets marginaux moyens	Intervalle de confiance à 95%	Effets marginaux moyens	Intervalle de confiance à 95%	Effets marginaux moyens	Intervalle de confiance à 95%	Effets marginaux moyens	Intervalle de confiance à 95%	Effets marginaux moyens	Intervalle de confiance à 95%					
Périodes sans emploi															
0 (catégorie de référence)	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.					
1	5,7***	3,9	7,4	7,2***	5,3	9,0	3,8	1,2	-0,5	2,9	0,8	-0,9	2,6		
2	7,9***	5,1	10,7	8,9***	5,9	12,0	8,0	3,8*	0,9	6,7	4,6*	1,7	7,5		
>2	15,6***	11,1	20,1	15,2***	10,5	19,8	7,5*	2,6	12,3	8,3***	4,0	12,6	6,8*	2,4	11,2
Secteur d'activité															
Secteur public (catégorie de référence)	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.		
Secteur privé à but lucratif	2,5	-0,4	5,3	3,5*	0,4	6,6	1,8	-1,2	4,9	-1,2	-3,9	1,5	3,6*	0,6	6,6
Secteur privé à but non lucratif	-2,6*	-4,4	-0,7	-1,3	-3,3	0,6	-6,6***	-8,6	-4,7	-4,6***	-6,5	-2,8	-3,3***	-5,2	-1,4
Grande région du lieu de travail															
Zürich (catégorie de référence)	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.		
Région Lémanique	4,9***	2,8	7,0	1,9	-0,3	4,1	8,6***	6,4	10,9	4,2***	2,1	6,2	1,2	-0,9	3,3
Espace Mittelland	2,3*	0,3	4,2	2,5*	0,4	4,6	5,1***	3,1	7,1	3,0*	1,1	4,9	4,3***	2,3	6,4
Suisse du Nord-Ouest	1,3	-1,1	3,8	2,7*	0,1	5,3	5,9***	3,3	8,5	2,8*	0,5	5,2	2,4	0,0	4,8
Suisse orientale	0,6	-2,0	3,3	-0,7	-3,5	2,2	-1,6	-4,0	0,8	0,3	-2,2	2,9	2,1	-0,7	4,9
Suisse centrale	2,3	-0,4	5,0	1,2	-1,7	4,1	1,7	-1,0	4,4	3,3*	0,6	6,0	2,1	-0,6	4,8
Tessin	21,2***	15,9	26,4	24,7***	19,2	30,1	29,6***	23,9	35,3	20,9***	15,9	26,0	18,7***	13,4	24,0
Etranger	0,1	-2,7	3,0	1,2	-2,1	4,4	6,9***	3,2	10,6	2,0	-1,3	5,3	2,3	-0,8	5,5
Sous-/sur-emploi															
Taux d'occupation adéquat (catégorie de référence)	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.		
Sous-employé/e	6,9***	3,3	10,5	8,5***	4,6	12,5	11,4***	6,8	16,1	3,2	0,0	6,4	9,1***	5,2	12,9
Sur-employé/e	0,4	-1,8	2,6	-0,1	-2,5	2,3	0,9	-1,6	3,4	1,6	-0,9	4,2	-0,2	-2,6	2,2
Adéquation emploi - niveau de formation															
Diplôme d'une haute école requis (catégorie de référence)	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.		
Diplôme d'une haute école non requis	2,1*	0,2	4,0	4,2***	2,1	6,2	0,8	-1,2	2,8	0,3	-1,5	2,2	2,3*	0,4	4,2
Situation dans le profession															
Employé/e sans fonction dirigeante (catégorie de référence)	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.	réf.		
Stagiaire	5,0	-2,3	12,4	3,3	-4,2	10,8	-6,1	-22,1	9,9	-1,6	-8,8	5,5	1,3	-5,9	8,5
Assistant/e, doctorant/e	9,8***	6,3	13,3	10,7***	7,1	14,4	12,0***	6,5	17,6	1,4	-1,7	4,4	6,4***	3,2	9,7
Employé/e avec fonction dirigeante	-0,7	-2,3	1,0	-1,1	-2,9	0,7	-1,4	-3,1	0,3	-0,8	-2,5	0,9	11,5***	9,7	13,4
N	12 783			12 782			10 696			12 967			12 781		
Pseudo R2	0,143			0,126			0,140			0,089			0,064		

* p < .05

*** p < .001

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

Modèle de régression sur l'évaluation du risque de déclassement concernant différents aspects de l'emploi – partie 3, variables spécifiques

Diplômés des hautes écoles, situation cinq ans après l'obtention du diplôme, année de diplôme 2016

TA1.3

	Adéquation entre l'emploi et le niveau de formation		Adéquation entre l'emploi et le contenu de la formation		Emploi à durée indéterminée		Taux d'occupation		Niveau de responsabilités	
	Effets marginaux moyens	Intervalle de confiance à 95%	En points de pourcentage	Intervalle de confiance à 95%	Effets marginaux moyens	Intervalle de confiance à 95%	En points de pourcentage	Intervalle de confiance à 95%	Effets marginaux moyens	Intervalle de confiance à 95%
Revenu professionnel brut standardisé										
1 ^{er} quartile: moins de 65 000 fr. (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
2 ^e quartile: de 65 000 fr. à 83 999 fr.	-1,9	-3,8	0,1		-2,3 *	-4,5	-0,1		-2,3 *	-4,5
3 ^e quartile: de 84 000 fr. à 100 749 fr.	-3,1 *	-5,2	-1,0		-3,1 *	-5,6	-0,6		-3,1 *	-5,6
4 ^e quartile: plus de 100 749 fr.	-3,5 *	-5,8	-1,3		-5,2 ***	-8,0	-2,5		-5,2 ***	-8,0
Satisfaction en termes d'adéquation entre emploi et qualifications professionnelles										
1 pas du tout (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
2	-16,3 ***	-23,0	-9,6		-5,0	-11,4	1,5		-2,3 *	-4,5
3	-23,5 ***	-29,8	-17,1		-13,8 ***	-19,8	-7,7		-3,1 *	-5,6
4	-27,9 ***	-34,1	-21,6		-16,0 ***	-22,0	-10,0		-5,2 ***	-8,0
5 dans une très large mesure	-28,4 ***	-34,8	-22,1		-16,6 ***	-22,6	-10,6			
Satisfaction en termes de stimulation intellectuelle										
1 pas du tout (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
2	-5,0	-11,4	1,5		6,7 ***	4,7	8,8		-0,8	-3,9
3	-13,8 ***	-19,8	-7,7		11,4 ***	9,0	13,8		-10,4 ***	-13,9
4	-16,0 ***	-22,0	-10,0		21,3 ***	11,8	30,8			
5 dans une très large mesure	-16,6 ***	-22,6	-10,6							
Nombre de contrats à durée déterminée										
0 (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
1	6,7 ***	4,7	8,8		12 783	10 696	12 781		-4,9	-11,2
2-5	11,4 ***	9,0	13,8		0,143	0,140	0,064		-8,0 *	-13,9
> 5	21,3 ***	11,8	30,8						-7,3 *	-13,1
Taux d'occupation										
< 50% (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
51%-90%	-0,8	-3,9	2,2		12 782	10 696	12 781		-2,2	-8,1
> 90%	-10,4 ***	-13,9	-6,9		0,126	0,140	0,064			
Satisfaction avec le niveau de responsabilités										
1 pas du tout (catégorie de référence)	réf.		réf.		réf.		réf.		réf.	
2	-4,9	-11,2	1,4							
3	-8,0 *	-13,9	-2,2							
4	-7,3 *	-13,1	-1,5							
5 dans une très large mesure	-2,2	-8,1	3,6							
N	12 783	12 782	10 696		12 782	10 696	12 781		12 967	12 781
Pseudo R2	0,143	0,126	0,140		0,089	0,089	0,064		0,089	0,064

* p < .05
*** p < .001

Source: OFS – Deuxième enquête auprès des diplômés des hautes écoles, 2021

© OFS 2022

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Elisabeth Kuhn, OFS, tél. 058 466 34 92
elisabeth.kuhn@bfs.admin.ch
Alain Weiss, OFS, tél. 058 463 68 21
alain.weiss@bfs.admin.ch

Rédaction: Alain Weiss / Elisabeth Kuhn / Jasna Popovic

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 15 Population et formation

Langue du texte original: français et allemand

Traduction: Services linguistiques de l'OFS

Mise en page: section DIAM, Prepress/Print

Graphiques: section DIAM, Prepress/Print

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. 058 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2022
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 2191-2100

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).



Système d'indicateurs MONET 2030

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030